

**DÉLIBÉRATION N° 7.01
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 20 SEPTEMBRE 2023
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 12 SEPTEMBRE 2023
À L'ESPACE RURAL D'ANIMATION À ANCÔNE
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET**

L'an deux mille vingt-trois, le 20 septembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni à l'espace rural d'animation à Ancône, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Pascal BEYNET, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Allain DORLHIAC, M. Julien DUVOID, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Norbert GRAVES, M. Jean-Michel GUALLAR, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Cyril MANIN, Mme Catherine MATSAERT, Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sandrine MOURIER, M. Karim OUMEDDOUR, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Françoise QUENARDEL, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Sandra CEYTE (pouvoir à M. Julien DUVOID), Mme Josiane DUMAS (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), M. Jacky GOUTIN (pouvoir à M. Damien LAGIER), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Cyril MANIN), M. Laurent LANFRAY (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), Mme Florence MERLET (pouvoir à Mme Valérie ARNAVON), M. Laurent MILAZZO (pouvoir à M. Christophe ROISSAC), Mme Marie-Pierre PIALLAT (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), M. Dorian PLUMEL (pouvoir à M. Julien DECORTE), M. Jacques ROCCI (pouvoir à Mme Marie-Christine MAGNANON), Mme Demet YEDILI (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ),

EXCUSÉS : M. Hervé ANDEOL, Mme Maryline ROISSAC.

ABSENT : M. Karim BENSID-AHMED.

Secrétaire de séance : M. Christophe ROISSAC.

7.01 _ ENGAGEMENT DE MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION À DÉPLOYER LE TRI À LA SOURCE DES BIODÉCHETS

M. Yves LEVEQUE, Vice-président, rapporteur, expose à l'assemblée :

La loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (dite AGECL), promulguée le 10 février 2020, définit l'obligation de mettre en place un tri à la source et d'assurer la valorisation des biodéchets au plus tard le 31 décembre 2023, pour « tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets, y compris pour les collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets et aux établissements privés et publics qui génèrent des biodéchets », quelle que soit la quantité produite.

Les biodéchets sont constitués « des déchets non dangereux, des déchets verts, des déchets de jardin ou de parc et des déchets alimentaires ou de cuisine provenant des ménages, des bureaux, des restaurants, du commerce de gros, des cantines, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que les déchets comparables provenant des usines de transformation de denrées alimentaires » (article L 541-1-1 du code de l'environnement). Ils regroupent donc à la fois les déchets verts et les déchets alimentaires.

De par leurs caractéristiques, les déchets verts sont déjà orientés prioritairement vers les déchèteries.

Le déploiement du tri à la source des biodéchets cible donc le détournement des déchets alimentaires présents dans les ordures ménagères résiduelles, en vue de leur valorisation. Il combine plusieurs solutions complémentaires adaptées aux différents types d'habitat qui composent le territoire.

Une étude sur le tri à la source des biodéchets a été réalisée par le bureau INDDIGO. Il en ressort les éléments suivants :

- le gisement théorique de biodéchets actuellement présent dans les ordures ménagères s'élève à 4 500 tonnes : 3 300 tonnes issues des ménages (soit 50 kg/hab/an) et 1 200 tonnes issues des producteurs non ménagers
- le gisement captable de biodéchets détourné des ordures ménagères résiduelles (OMR) est estimé à 1 140 tonnes soit 26 % du gisement théorique et 6% du tonnage total d'OMR.

Le plan d'actions défini dans le cadre de cette étude prévoit :

- le développement du compostage de proximité :
 - des composteurs individuels seront proposés à tous les usagers avec jardin. Il est prévu de mettre en œuvre cette distribution au cours du 4ème trimestre 2023.
 - des composteurs partagés seront déployés pour permettre aux usagers sans jardin de trier leurs biodéchets dès lors que la typologie du secteur géographique le permet. Des sites sont progressivement installés depuis 2021. Les installations se poursuivent. Il est prévu d'accélérer leurs déploiements dès le 4ème trimestre 2023.
 - des composteurs partagés seront proposés aux immeubles sur Montélimar qui souhaitent s'inscrire dans cette démarche.
- le développement de la collecte séparée avec la mise en place de contenants collectifs à côté des points éco tri déjà en place :
 - pour l'hyper centre de Montélimar,
 - pour les immeubles de Montélimar qui ne s'orienteront pas vers le compostage partagé,
 - dans les zones urbanisées des communes de l'agglomération dès lors que la mise en place de composteurs partagés ne sera pas possible.

Ces contenants collectifs seront collectés par camion spécialisé. Il est prévu de démarrer par une phase test dès le 4ème trimestre 2023 avant de généraliser cette collecte séparée à l'ensemble des secteurs prévus au 1^{er} janvier 2025.

Le compostage de proximité constitue le prolongement de l'action entamée par Montélimar-Agglomération. Il représente un axe de travail majeur pour préserver les ressources naturelles et limiter les coûts de gestion pour la collectivité. En outre, le compostage de proximité offre de nombreux bénéfices environnementaux, sociaux et économiques.

Cependant, le compostage individuel et partagé n'étant pas l'ensemble du territoire, la collecte en contenants collectifs apporte une solution complémentaire pour répondre à l'obligation réglementaire.

La valorisation des biodéchets collectés en contenants collectifs relève de la compétence du Syndicat des Portes de Provence qui organisera leur traitement en lien avec Montélimar-Agglomération.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1, L.5211-9, et L.2224-17-1 et D.2224-1 et suivants,

Vu le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 sur la Transition Ecologique Pour la Croissance Verte (LTECV)

Vu la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

DE S'ENGAGER à mettre en œuvre toutes actions nécessaires au déploiement du tri à la source des biodéchets sur le territoire.

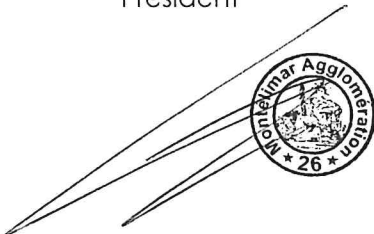
DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 21 septembre 2023

Julien CORNILLET
Président



Christophe ROISSAC
Secrétaire de séance